

Le 22 avril 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

Protéger la santé à l'École : quelle volonté politique ?

A court d'arguments et à défaut d'indicateurs favorables, Jean Castex a joué la dernière carte de la ré-information en nous servant un **discours en trompe l'œil** : une "baisse réelle de la circulation virale", avec une chute du taux de dépistage de près de 40% en deux semaines? un "renforcement massif des capacités de test à tous les niveaux"? avec seulement 50 000 tests supplémentaires proposés pour 6,6 millions d'élèves? un cas, une fermeture, alors qu'on ne teste pas les moins de 6 ans?

Les tests auraient dû être un préalable au retour en présentiel. Leur nombre dérisoire ne permettra pas, même tardivement, d'identifier les cas avérés, majoritairement asymptomatiques et donc non détectés sans dépistage régulier. La décision de les proposer prioritairement dans les zones les plus touchées, laisse les autres départements sans aucune défense à la propagation incontrôlée du virus. Encore une fois, **une absence totale de stratégie de prévention !**

Sans autre protection que le même protocole, "très strict" selon Castex, qui a conduit à l'hécatombe fin Mars, **les enfants retrouvent l'enseignement en présentiel**, avec une épidémie qui flambe encore : plus de 30 000 cas identifiés par jour, une tension sur la réanimation qui dépasse le 100%, 300 décès par jour, une souche "plus contagieuse, plus difficile à combattre" comme admis par le Premier Ministre. **Ce "retour en classe", sans avoir investi dans sa sécurisation, montre que la protection de la santé des enfants et des familles, n'est pas la priorité du gouvernement, seul le maintien des "rendez-vous fixés" l'est.**

En trois semaines, ils auraient dû adopter les solutions pour assurer une scolarité sereine, de qualité, dans un cadre sécurisé. Ils auraient dû conditionner la reprise de l'enseignement en présence à la situation épidémique, prescrire des capteurs de CO2 et des purificateurs obligatoires, mettre en place la stratégie de tests nécessaire, interdire le brassage, et ouvrir la vaccination des personnels à tout âge. **On retiendra donc que l'École n'est pas "essentielle" pour le gouvernement.**

Pourquoi, alors que Veran affirme que la vaccination des enfants n'est pas d'actualité, **le gouvernement refuse d'adopter une vraie politique de prévention de contamination dans les écoles?** Combien de temps encore l'Exécutif compte-il se déresponsabiliser sur les élus? et laisser les mesures "s'amorcer" par des initiatives individuelles?

Nous refusons d'être contaminés par une École non sécurisée, et de risquer notre vie, ou des séquelles pour nos familles et nos enfants. **Pourtant, les solutions existent.** Nous les avons proposées et adressées au gouvernement dans un protocole alternatif, sans qu'il n'ait daigné nous répondre. **Les solutions existent, mais la volonté politique?**

www.ecole-oubliee.fr